

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ROYAUME
UNIS

JUIN 1964

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PARIS

ROYAUME-UNI

STATISTIQUES DE BASE

LE PAYS

Superficie totale (milliers de km ²)	244	Villes principales (millions d'habitants en 1962) :	
Superficie agricole (milliers de km ²)	199	Londres	3,2
		Grand Londres	8,2
		Birmingham	1,1
		Glasgow	1,0
		Liverpool	0,7
		Manchester	0,7

POPULATION

Population (juin 1963)	53.673.000	Population active totale, en juin 1963	24.994.000
Densité au km ²	220	Salariés des industries manufacturières en juin 1963	8.715.000
Accroissement annuel net (moyenne 1958-63)	306.000		
Taux d'accroissement net par 1.000 hab. (moyenne 1958-63)	6		

PRODUCTION

Produit national brut en 1963 (millions de livres aux prix du marché)	29.826	Origine du P.I.B. au coût des facteurs en 1962 (en %) :	
P.N.B. par habitant en 1963 (\$ des Etats-Unis)	1.556	Agriculture	4
Formation brute de capital fixe en 1962		Industrie	41
— en pourcentage du P.N.B.	16,3	Construction	7
— par habitant (\$ des Etats-Unis)	242	Services et distribution	48

L'ÉTAT

Dépenses ordinaires du secteur public en 1963 (en % du P.N.B.)	17	Composition de la Chambre des Communes :	
Recettes ordinaires du secteur public en 1963 (en % du P.N.B.)	33	Conservateurs	357 sièges
Dette publique au 31 mars 1963 (en % des recettes ordinaires du secteur public)	300	Travailleurs	259 —
		Libéraux	7 —
		Indépendants	2 —
		Vacants	5 —
		Dernières élections : 8 octobre 1959.	

NIVEAU DE VIE

Calories par habitant, par jour (1961-62)	3.250	Nombre de voitures par 1.000 hab. (septembre 1963)	141
Consommation d'énergie par habitant 1962 (tonnes métriques, équivalent en charbon)	5,12	Nombre de téléphones par 1.000 hab. (septembre 1962)	160
Gains hebdomadaires moyens des ouvriers masculins dans l'industrie en octobre 1963	334s. 11d.	Nombre de licences pour les postes de télévision par 1.000 hab. (1963)	234
		Dépenses ordinaires de l'Etat pour l'instruction publique, par hab. en 1962 (\$ Etats-Unis)	52

COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations :		Importations :	
Exportations de biens et services en % du P.N.B. (moyenne 1959-63)	20	Importations de biens et services en % du P.N.B. (moyenne 1959-63)	20
Principaux produits exportés (en % des exportations totales en 1963) :		Principaux produits importés (en % des importations totales en 1963) :	
Machines	29	Pétrole	12
Matériel de transport	15	Machines	7
Produits chimiques	9	Viande	6
Textiles	6	Fruits et légumes	6
Sidérurgie	5	Métaux non-ferreux	5
Produits pétroliers	3	Céréales	4

LA MONNAIE

Unité monétaire : livre sterling.

Unité monétaire par dollar des Etats-Unis 0,357

ARCHIVES -
RÉFÉRENCES
- DOC. PRÊTÉ -
RETOUR BUREAU 712

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ROYAUME-UNI

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, par les membres de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, ainsi que par le Canada et les États-Unis. Aux termes de cette Convention, l'O.C.D.E. a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

La personnalité juridique que possédait l'Organisation Européenne de Coopération Économique se continue dans l'O.C.D.E., dont la création a pris effet le 30 septembre 1961.

Les membres de l'O.C.D.E. sont : la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Ce document a été approuvé
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement
en Juin 1964.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	5
I. LA SITUATION ACTUELLE.....	5
<i>a)</i> La demande.....	5
<i>b)</i> Offre.....	9
<i>c)</i> Balance des paiements.....	11
II. LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE.....	14
<i>a)</i> Les mesures prises.....	14
<i>b)</i> Les problèmes généraux.....	15
1. Fluctuations temporaires de la balance des paiements.....	15
2. Résultats obtenus dans la réalisation de l'objectif à moyen terme.....	17
3. Les grandes lignes de la politique de croissance...	20
<i>i)</i> Orientation de la demande à court terme....	20
<i>ii)</i> Les coûts et les prix.....	24
<i>iii)</i> Mesures visant à donner plus de souplesse au marché du travail.....	27
<i>iv)</i> Mécanisme de la planification.....	28
CONCLUSIONS.....	29
* * *	
ANNEXE STATISTIQUE.....	31

PAGE BLANCHE

ROYAUME-UNI

INTRODUCTION

1. Depuis la dernière crise de la balance des paiements qui a eu lieu en 1961, le Royaume-Uni a entrepris de réviser les méthodes selon lesquelles sa politique économique est élaborée et on a assisté à une évolution remarquable des esprits tant dans les milieux gouvernementaux que dans le secteur privé. Le Gouvernement a adopté un objectif de croissance et il met en place des dispositifs en vue de la participation de représentants des employeurs et des salariés à la réalisation de cet objectif. Cette expérience qui en est encore à ses tous premiers stades, a eu le mérite de mettre fortement en lumière certains obstacles qui s'opposent à une croissance plus rapide et stimulé la recherche de moyens propres à les surmonter. L'existence même de l'objectif de croissance a donné un regain d'intérêt, en les éclairant d'un jour nouveau, aux possibilités d'agir sur la demande à court terme qu'offre la politique économique. Il est encore trop tôt pour juger de la réussite de la nouvelle politique visant à réaliser un taux de croissance qui puisse être maintenu, et à éviter ainsi que se reproduise la succession des « coups de frein » et « coups d'accélérateurs », mais il est clair que le Gouvernement veut aboutir à une croissance plus rapide et plus régulière.

2. Le présent rapport contient, après un bref exposé de la situation économique actuelle, une étude plus détaillée des difficultés auxquelles se heurte l'élaboration de la politique économique du Royaume-Uni.

I. LA SITUATION ACTUELLE

a) LA DEMANDE

3. Les facteurs qui ont contribué le plus activement à la forte reprise amorcée au deuxième trimestre de 1963 ont été la consommation privée, les investissements publics et les exportations. Au cours de l'hiver 1963-64, l'expansion économique atteignait un taux annuel d'environ 6 %, mais il y a lieu de croire que l'allure s'est quelque peu ralentie par la suite. On espère qu'à la fin de l'année, le taux d'expansion s'établira à environ 4 %, qui est l'objectif à moyen terme.

4. L'an dernier, la consommation privée a été stimulée par le fait que les impôts indirects d'abord, puis les impôts directs, ont été réduits; depuis avril 1964, le budget exerce une certaine pression en sens inverse. En 1963, le taux d'accroissement de la consommation privée a été de 4 %. On ne dispose pas de données comparables pour 1964, mais pour les quatre premiers mois de l'année le volume des ventes au détail avait augmenté, après correction des variations saisonnières, de 3 % par rapport aux quatre mois précédents, et la demande d'automobiles est restée ferme.

TABLEAU 1. UTILISATION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

CADENCES ANNUELLES EN MILLIONS DE LIVRES STERLING, AUX PRIX DE 1958, CORRIGÉS DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

	1962		1963	
	1 ^{er} SEMESTRE	2 ^e SEMESTRE	1 ^{er} SEMESTRE	2 ^e SEMESTRE
Consommation privée	16.942	17.260	17.422	18.074
Consommation publique	4.108	4.144	4.210	4.300
Formation brute de capital fixe	4.456	4.420	4.252	4.742
<i>dont :</i>				
— secteur public	1.806	1.818	1.776	2.082
— secteur privé	2.650	2.602	2.476	2.682
Variation des stocks	92	134	44	256
Exportations de biens et services	5.256	5.292	5.486	5.574
Dépenses finales totales	30.854	31.250	31.414	32.946
<i>moins :</i> importations de biens et services	5.448	5.658	5.584	5.934
<i>égale :</i> Produit Intérieur Brut aux prix du marché	25.406	25.592	25.830	27.012

Source : Monthly Digest of Statistics.

5. La diminution des investissements privés s'est poursuivie pendant la plus grande partie de l'année dernière, mais, comme les investissements publics augmentaient fortement, le volume total de la formation brute de capital fixe s'est légèrement accru. Sous l'effet de la reprise des dépenses d'investissement du secteur privé au dernier trimestre de 1963, les investissements totaux ont augmenté plus rapidement. L'enquête effectuée en fin d'année par le Board of Trade pour connaître les intentions d'investissement des entreprises a révélé que les industries manufacturières se proposaient d'accroître cette année de 8 % les dépenses d'investissements. Dans les secteurs de la distribution et des services, on prévoit que l'accroissement sera supérieur à 10 %. Au premier trimestre de 1964, le volume (corrigé des variations saisonnières), des dépenses en capital de l'industrie privée, avait déjà augmenté de 6 % par rapport au trimestre précédent. Il est probable que les dépenses publiques d'investissements augmen-

teront pendant le présent exercice dans une proportion supérieure aux 7 % prévus.

6. Le niveau des stocks, mesuré par comparaison aux ventes finales, a baissé pendant les premiers mois de la reprise de la production intervenue l'an dernier. Toutefois, au dernier trimestre, les entreprises ont commencé à reconstituer leurs stocks. Cette opération pourrait se poursuivre à un rythme accéléré pendant un certain temps, jusqu'au rétablissement d'un rapport plus normal entre le niveau des stocks et la production. Il est toutefois peu probable que l'on enregistre de nouveau des cadences aussi rapides d'accroissement du stockage qu'au dernier trimestre de 1963 et au premier trimestre de 1964.

7. Malgré un certain ralentissement pendant les derniers mois de 1963, les exportations se sont accrues, jusqu'au quatrième trimestre, de 8 % en volume et de près de 10 % en valeur. Pendant la période de trois mois allant de mars à mai, les exportations, corrigées des variations saisonnières, ont progressé de 2 % par rapport aux trois mois précédents, mais comme les perspectives d'exportation de produits manufacturés sur le marché mondial sont favorables, la hausse des exportations devrait désormais être substantielle.

8. Bien qu'en volume les exportations se soient aussi accrues de 8 % pendant la même période (c'est-à-dire, de la fin de 1962 à la fin de 1963), l'augmentation en valeur a dépassé 13 %, sous l'effet d'une hausse sensible des prix. Le rythme de l'accroissement s'est sensiblement ralenti en 1964. De mars à mai, les importations, corrigées des variations saisonnières, ont progressé de 1 % en volume, par rapport aux trois mois précédents. Comme les importations ont subi une augmentation particulièrement forte du deuxième semestre de 1963 au début de 1964, c'est-à-dire à un moment où les exportations

TABLEAU 2. EXPORTATIONS, PAR ZONES

MOYENNES MENSUELLES EN MILLIONS DE LIVRES STERLING (CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES)

	1962	1963				1964 1 ^{er} TRIM.
		1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	
Exportations totales	316	327	335	346	348	356
dont :						
Zone sterling	112	119	120	123	122	125
C.E.E.	60	65	69	71	70	71
EFTA	43	44	45	47	49	50
Amérique du Nord	43	39	41	45	47	44
Reste du monde	58	58	61	62	63	63

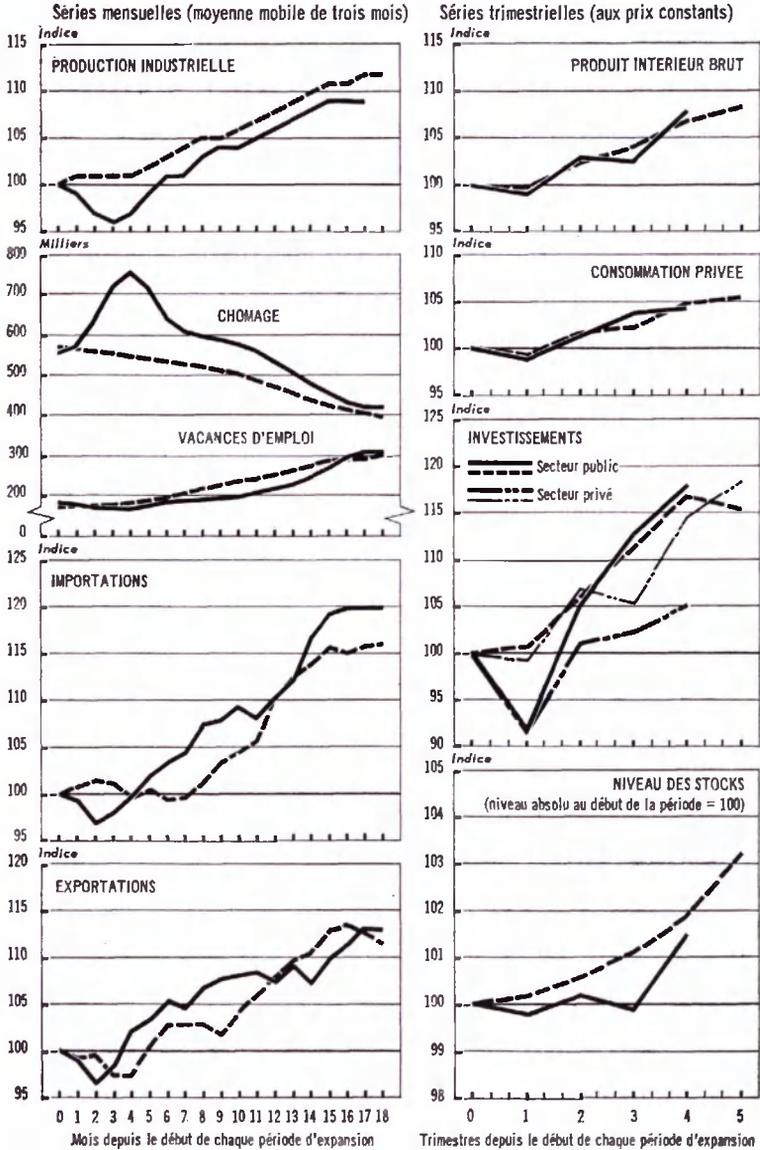
Source: Board of Trade.

**Graphique 1. COMPARAISONS ENTRE LES PHASES D'EXPANSION
DE 1959 ET 1962**

CORRIGÉS DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Les indices sont basés sur le mois d'octobre ou le dernier trimestre de 1958 ou de 1962

Trait plein : 1962-64 — Trait pointillé : 1958-60



Source : Economic Trends.

évoquaient moins favorablement, la balance commerciale s'est notablement aggravée, bien que le déficit commercial, corrigé des variations saisonnières, soit tombé de 34 millions de livres par mois de décembre à février à 30 millions de mars à mai. Pour répondre aux exigences d'une production en expansion, les besoins d'importation continueront d'augmenter, mais à une cadence d'autant moins rapide que le stockage s'atténuera.

TABLEAU 3. IMPORTATIONS, PAR CATÉGORIES DE PRODUIT
MOYENNES MENSUELLES EN MILLIONS DE LIVRES STERLING (CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES)

	1962	1963				1964 1 ^{er} TRIM.
		1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	
Importations totales	374	375	395	412	422	453
<i>dont :</i>						
Produits alimentaires, boissons et tabac	131	126	141	148	143	150
Combustibles	44	48	49	46	46	48
Matières premières	77	77	76	85	91	93
Produits semi-finis	70	70	75	78	83	93
Produits finis	50	52	54	55	57	68

Source: Board of Trade.

b) OFFRE

9. Jusqu'ici, il s'est révélé possible de faire face à un accroissement rapide de la demande par la remise en service de ressources productives insuffisamment utilisées. Toutefois, à l'heure actuelle, les possibilités de recourir à cette solution non renouvelable paraissent être près d'être épuisées, notamment en ce qui concerne la main-d'œuvre.

10. Au dernier trimestre de 1963, la production industrielle avait augmenté de 8 % par rapport à la période correspondante de 1962. L'accroissement de la production a été de 8 % aussi dans les industries manufacturières, mais il a atteint 12 % dans la construction; cette différence était due, en partie, au fait que l'activité de la construction avait été très faible pendant l'hiver 1962-63. La production paraît avoir augmenté plus lentement en 1964. Pour la période de trois mois allant de février à avril, l'indice de la production industrielle avait monté de 1 % par rapport à la précédente période de trois mois. On ne dispose pas de données sur le taux d'utilisation de la capacité dans l'industrie, mais au début de 1964, lors d'une enquête de la Federation of British Industries, le nombre d'entreprises ayant déclaré ne pas travailler à pleine capacité était à peine supérieur à

celui de juin 1960, mois qui avait marqué approximativement la pointe de la précédente période d'expansion.

11. Le chômage a été rapidement résorbé en 1963. A l'époque où il était à son maximum, en février 1963, quand le mauvais temps avait obligé près de 300.000 ouvriers du bâtiment à cesser le travail, on comptait plus de 3,5 % de chômeurs parmi la population active. Au premier trimestre de 1964, ce taux est tombé à 1,8 % et il continue de diminuer. Comme cela s'était produit lors de la reprise de 1959, la diminution du chômage a été particulièrement marquée dans le Sud-Est et dans les Midlands où les taux (non ajustés) sont actuellement voisins de 1 %, ce qui ne laisse guère de marge pour une nouvelle diminution. En Écosse, le taux du chômage reste supérieur à 3,5 %. Il s'agit là d'un taux global, mais si l'on ne considère que les ouvriers qualifiés, on constate que pour eux aussi l'écart entre la demande et l'offre est de plus en plus étroit.

TABLEAU 4. TAUX DU CHOMAGE ET DES OFFRES D'EMPLOI
DONNÉES CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

	Précédent minimum de chômage (juin 1961)	1963				1964 Mars
		Mars	Juin	Sept.	Déc.	
Taux du chômage (%).....	1,33	2,92	2,28	2,28	1,95	1,70
Taux des offres d'emploi (%)	1,53	0,80	0,79	0,89	1,05	1,39
Rapport entre le taux des offres d'emploi et le taux du chômage..	1,15	0,27	0,35	0,39	0,54	0,82

Source: N.I.E.S.R. — et Secrétariat de l'O.C.D.E.

12. Les taux hebdomadaires de salaires n'ont augmenté que modérément (2 %) pendant les neuf premiers mois de 1963 mais, plusieurs règlements de salaires étant intervenus en même temps, ils ont marqué une brusque augmentation de 2 % au quatrième trimestre, et ils ont encore légèrement progressé au début de 1964. Toutefois, la hausse des gains hebdomadaires a été beaucoup plus forte (de plus de 5 % d'après la dernière enquête pour l'année se terminant en octobre 1963) de sorte que, en faisant la part des modifications intervenues dans les heures supplémentaires, il s'est produit un certain glissement des salaires. Des conventions de salaires ont été conclues au cours des derniers mois dans plusieurs branches d'activités importantes : constructions mécaniques, constructions navales, docks, chemins de fer et transports routiers; les taux d'augmentation, généralement compris entre 5 et 6 %, se sont établis à 4,5 % environ sur une base annuelle, si l'on tient compte du fait que plusieurs de ces règlements interviennent à des intervalles de plus d'un an. Il n'en demeure pas moins

que l'augmentation moyenne est supérieure au pourcentage de 3,5 % formulé à titre indicatif par le Gouvernement.

13. Il est probable que les coûts salariaux par unité de production, qui n'avaient guère varié en 1962, sont restés stables en 1963. Toutefois, pour apprécier ce résultat, il faut tenir compte du fait que la productivité s'est considérablement accrue au cours de l'année comme c'est généralement le cas lorsque des ressources productives inemployées sont remises en service. Les coûts des matières premières, principalement importées, qu'utilisent les industries manufacturières ont beaucoup augmenté en 1963; au quatrième trimestre, ils avaient monté de 7 % par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, mais par la suite ils se sont stabilisés.

c) BALANCE DES PAIEMENTS

14. L'excédent de la balance des paiements courants a été de 121 millions de livres en 1963, chiffre un peu supérieur à celui de 1962 qui était de 102 millions de livres. Toutefois, ce résultat global masque le fait que l'excédent a régulièrement diminué au cours de l'année, et les données dont on dispose sur la balance des opérations sur marchandises au premier trimestre de 1964 donnent à penser que cette tendance s'est poursuivie. Simultanément, en ce qui concerne la balance des opérations en capital à long terme, après deux années au cours desquelles les importations de capitaux avaient été exceptionnellement fortes, les sorties nettes sont revenues à un chiffre plus normal. Les sorties nettes de capitaux du secteur public se sont élevées, comme en 1962, à 105 millions de livres, mais les opérations sur capitaux privés à long terme qui s'étaient soldées par des entrées nettes pendant deux ans, font apparaître un chiffre d'exportation nette de 42 millions de livres. Le principal facteur de ce retournement réside dans une forte réduction des placements de portefeuille à long terme effectués par l'étranger; le montant net des investissements directs à l'étranger est resté à peu près le même. Compte tenu d'un poste négatif important (129 millions de livres) au titre des erreurs et omissions (« poste résiduel »), les mouvements monétaires se sont finalement soldés par une sortie de 155 millions de livres contre un excédent de 99 millions en 1962. Dans la mesure où le poste résiduel est passé d'une position créditrice de 86 millions de livres en 1962 à une position fortement débitrice l'an dernier sous l'effet d'une diminution des engagements non recensés à court terme, la balance des mouvements monétaires a été moins défavorable que les chiffres ne le font apparaître.

15. Sont compris dans les mouvements monétaires une diminution des réserves de 53 millions de livres, une augmentation de 152 millions de livres du montant net des engagements extérieurs en sterling, et une réduction de 50 millions des autres engagements à court terme

recensés. On a enregistré une forte augmentation des balances sterling des pays de la zone sterling, dont la balance des paiements a été en général favorable l'an dernier.

16. Au premier trimestre de 1964, le déficit des transactions sur marchandises, corrigé des variations saisonnières, est passé à 105 millions de livres, contre 33 millions pour le trimestre précédent; à cela s'ajoute le fait que le taux des sorties nettes de capitaux à long terme était supérieur à celui de l'année 1963. Néanmoins, les réserves n'ont pas diminué, ce qui était dû en partie à ce que les engagements en sterling ont encore augmenté de 52 millions de livres, phénomène qui doit être entièrement attribué aux pays de la zone sterling; le maintien

TABLEAU 5. BALANCE DES PAIEMENTS

Cadences annuelles, en millions de livres.

	1962	1963	1963				1964
			1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	1 ^{er} TRIM.
<i>Données corrigées des variations saisonnières :</i>							
Exportations (f.o.b.)	3.991	4.274	4.132	4.236	4.336	4.392	4.424
Importations (f.o.b.)	4.059	4.318	4.052	4.256	4.440	4.524	4.852
Balance commerciale	- 68	- 44	+ 80	- 20	-104	-132	-428
Recettes nettes des transactions invisibles	+170	+165	+204	+140	+160	+156	+180
Balance des paiements courants	+102	+121	+284	+120	+ 56	+ 21	-248
<i>Données non corrigées des variations saisonnières :</i>							
Balance des paiements courants	+102	+121	+312	+272	-112	+ 12	-268
Opérations en capital à long terme, net	- 89	-147	-212	+ 20	-112	-284	-364
Poste résiduel	+ 86	-129	-	-200	- 80	-236	+ 356
Engagements en sterling (nets) ¹	- 45	+131	-408	+216	+372	+314	+216
Organisations internationales ²	-353	+ 21	+ 8	+ 12	- 8	+ 72	- 8
Autres opérations en capital à court terme (net) ²	+116	- 50	+312	-464	- 28	- 20	+ 72
Réserves d'or et de devise ²	+183	+ 53	- 12	+144	- 32	+112	- 4

1. Non compris les transactions avec les organisations internationales.

2. Accroissement des avoirs ou diminution des engagements : -; diminution des avoirs ou accroissement des engagements : +.

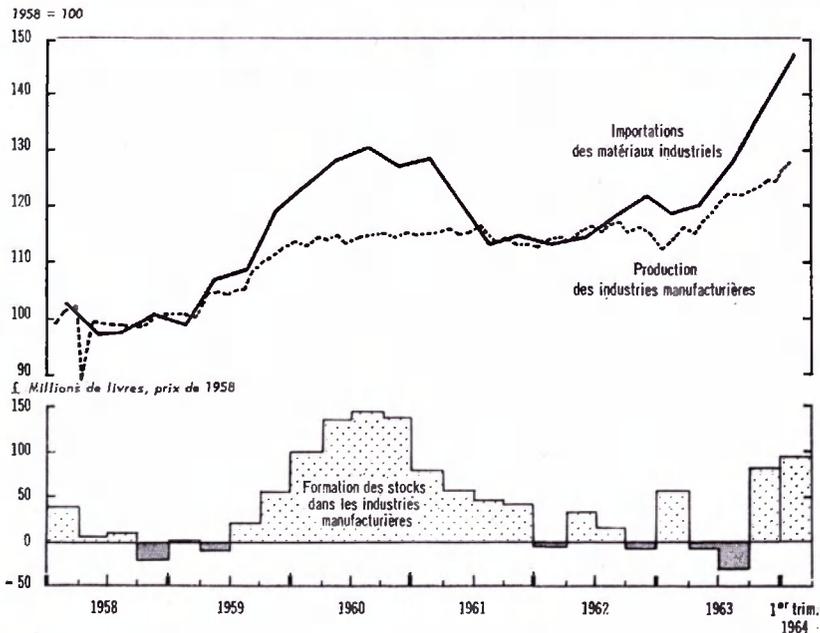
N.B. Les chiffres ayant été arrondis, les totaux indiqués ne correspondent pas toujours à la somme des composantes.

Source : Economic Trends, mars 1964.

des réserves résulte aussi en partie d'un renversement de signe du poste résiduel qui, de négatif au dernier trimestre de 1963, est devenu positif au premier trimestre de 1964. En avril et mai, les réserves ont augmenté de 36 millions de livres, bien que la balance des transactions sur marchandises ne se soit pas amélioré par rapport au premier trimestre; habituellement, le deuxième trimestre est le plus favorable pour les recettes en devises de la zone sterling d'outre-mer. Le relèvement d'un point du taux de l'escompte en février semble ainsi avoir freiné la tendance qu'avaient les capitaux placés à court terme à quitter le Royaume-Uni; depuis lors, il s'est probablement produit une modification de la tendance des « décalages » dans les paiements dans un sens favorable pour les réserves. Toutefois, le relèvement du taux de l'escompte ne saurait guère avoir provoqué des entrées importantes de capitaux. Si la forte augmentation des importations destinées à la constitution de stocks approche de son maximum ou l'a même atteint, le fait que les exportations s'accroissent de nouveau dans des proportions très appréciables devrait prochainement contribuer à un certain redressement de la position de la balance des paiements courants.

Graphique 2. STOCKS PAR RAPPORT AUX PRODUCTIONS ET IMPORTATIONS

CORRIGÉS DES VARIATIONS SAISONNIÈRES



Source : Economic Report, 1963.

II. LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

a) LES MESURES PRISES

17. En février, le taux de l'escompte a été relevé de 4 à 5 %. Cette décision était certainement opportune, étant donné la situation de la balance des paiements et l'état du marché intérieur. Il est cependant probable que l'essentiel de son action s'est répercuté sur le poste transactions en capital de la balance des paiements. Comme des facteurs psychologiques et un resserrement des marchés de l'argent et du crédit sur d'autres grandes places financières conduisaient, ou semblaient devoir conduire à une ponction des réserves du Royaume-Uni, ce relèvement du taux de l'escompte s'imposait. Il eût été particulièrement inopportun qu'une sortie de fonds à court terme vienne s'ajouter aux pressions qui commençaient déjà à s'exercer sur la balance des paiements courants. Toute baisse des réserves, déjà peu abondantes en chiffres absolus, aurait accru pour le Royaume-Uni la difficulté de suivre une politique de croissance soutenue.

18. Les autorités britanniques estimaient au mois d'avril, lors de la présentation au Parlement du budget de l'exercice 1964-1965 qu'il suffirait de prendre des mesures modérément restrictives. Les impôts indirects frappant le tabac et les boissons alcooliques ont été majorés d'environ 10 %. Il est difficile d'évaluer les recettes correspondant à ces impôts supplémentaires, surtout dans le cas du tabac, mais, compte tenu de quelques autres modifications secondaires, on pense qu'elles seront de l'ordre de 115 millions de livres pour l'année, soit environ 0,5 % des dépenses de consommation.

19. Le budget a été marqué par l'accroissement régulier des dépenses publiques, qui se poursuivra sans doute quelques temps encore en raison de décisions qui ont été prises d'étendre considérablement plusieurs grands programmes de dépenses publiques : routes, logements, réaménagement urbain, enseignement et services de santé. La nécessité de ces programmes n'est pas contestable, mais le gros surcroît de dépenses qu'ils entraînent donne une acuité particulière au problème (traité plus longuement dans la section suivante du présent rapport) qui se pose lorsqu'on cherche à concilier les programmes de dépenses publiques à long terme et les impératifs de l'orientation de la demande à court terme.

20. Au moment de la présentation du budget, la durée probable de la rapide expansion intervenue après la dernière récession était évidemment question d'appréciation. Il est en particulier difficile de faire des pronostics concernant la constitution de stocks et l'épargne des particuliers. Toutefois, la décision de n'exercer cette année qu'une action modérée en vue de restreindre la demande par l'intermédiaire du budget, implique que le gouvernement sera prêt à agir rapidement au cas où les événements prendraient une tournure telle que la nécessité de contenir davantage la demande s'imposerait. Rien n'indique

TABLEAU 6. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ET RÉSULTATS

En millions de livres sterling.

	1962-63		1963-64		1964-65
	PRÉVISIONS	RÉSULTATS	PRÉVISIONS	RÉSULTATS	PRÉVISIONS
<i>Budget ordinaire :</i>					
Recettes	6.798	6.794	6.839	6.890	7.455
Dépenses	6.365	6.441	6.929	6.817	7.388
Excédent (+) ou déficit (—)	+433	+353	— 90	+ 73	+ 67
<i>Budget extraordinaire :</i>					
Dépenses nettes	507	419	597	551	858 ¹
Besoins d'emprunt totaux	— 74	— 66	—687	—478	—791 ¹

1. Sur les estimations établies pour 1964-65 concernant les dépenses nettes du budget extraordinaire, un montant de 165 millions de livres correspond aux nouvelles dispositions selon lesquelles les collectivités locales emprunteront désormais au Trésor au lieu de faire appel au marché des capitaux. L'accroissement des emprunts au Trésor sera contrebalancé par une réduction égale du recours des collectivités locales au marché.

Source : Financial Statement.

qu'une réforme, fiscale ou autre, ne puisse être opérée qu'à l'occasion de la présentation du budget. Le gouvernement dispose d'instruments qu'il peut utiliser en cas de besoin. Dans le budget d'avril les dispositions relatives à la clause dite « de régulation » ont été assouplies. Les impôts indirects visés ont été répartis en cinq groupes dont les taux peuvent, le cas échéant, être modifiés isolément. Toutefois, le recours à la clause de régulation en vue d'un relèvement des impôts indirects est toujours subordonné au vote par le Parlement d'une Résolution le confirmant dans les 21 jours qui suivent immédiatement la décision, alors qu'une réduction peut être ratifiée dans un délai de 21 jours après l'ouverture de la session suivante, de sorte qu'aucune contrainte ne pèse sur l'emploi de la clause de régulation à des fins de réduction des impôts pendant les vacances parlementaires d'été.

b) LES PROBLÈMES GÉNÉRAUX

21. Depuis quelques années, le problème essentiel qui se pose au Royaume-Uni en matière de politique économique est de trouver le moyen d'associer une croissance accélérée et régulière à l'équilibre de la balance des paiements. A cet égard, il faut faire une distinction entre les fluctuations temporaires de la balance des paiements et des déséquilibres plus profonds.

1. *Fluctuations temporaires de la balance des paiements*

22. Aussi efficace que puisse être la politique suivie pour agir sur la demande, elle ne peut pas empêcher que se produisent de temps à

autre des fluctuations de la balance des paiements. En effet, la stabilisation de la demande implique que les mouvements à court terme de la balance des paiements soient absorbés par les réserves d'or et de devises et non par des variations de la demande intérieure.

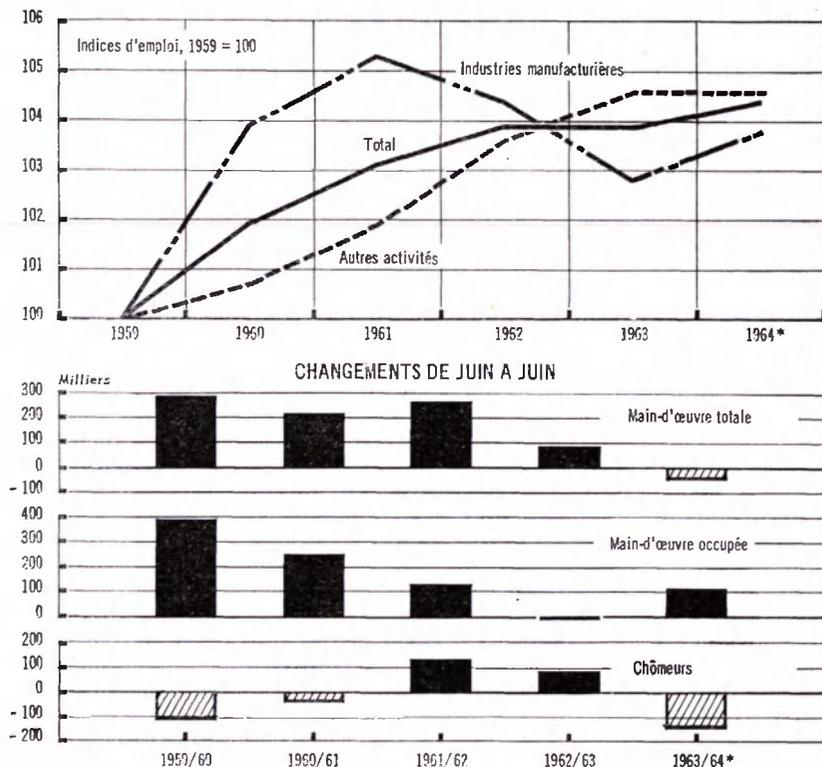
23. La forte augmentation des importations intervenue depuis le deuxième semestre de 1963 a touché toutes les catégories d'importations et doit être attribuée à diverses causes. Il convient toutefois de signaler que l'une d'entre elles est l'augmentation de la demande de matières premières importées en vue de reconstituer les stocks tombés bien au-dessous du niveau moyen considéré comme normal par rapport à la production totale. A moins d'agir de façon à empêcher l'accroissement de la demande totale qui était à l'origine de ce mouvement, il n'aurait guère été possible d'éliminer l'élément stockage de la récente augmentation des importations.

24. Un accroissement du déficit de la balance commerciale qui serait dû exclusivement à une reconstitution des stocks pour les porter à un niveau plus normal, ne saurait être considéré comme une aggravation véritable de la balance des paiements. Lorsque le rapport stocks/production sera redevenu normal, l'accroissement de la demande d'importations à des fins de stockage se ralentira de lui-même. Ceci ne veut toutefois pas dire que l'on assistera à un renversement de la tendance antérieure tel que les dépenses entraînées par le surcroît d'importations puissent être compensées. On peut seulement s'attendre à un fléchissement du taux d'accroissement des importations. Dans la mesure où l'on peut s'attendre à un certain ralentissement de la progression des importations cette année, la question primordiale est de savoir si désormais les exportations s'accroîtront plus vite que les importations, provoquant ainsi un rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements.

25. La balance des paiements du Royaume-Uni est particulièrement sujette à des fluctuations qui sont dues aux variations des mouvements de capitaux à court terme. La livre est largement utilisée dans le commerce mondial, le montant net des engagements extérieurs à court terme est élevé, et le niveau des réserves d'or et de devises bas, par comparaison avec les autres grands pays commerçants. Dans ces conditions, une baisse des réserves, quelle qu'en soit la cause, peut facilement faire boule de neige du fait de la pression spéculative exercée sur la livre. Les mouvements spéculatifs sont souvent fondés sur des appréciations subjectives plutôt que sur une analyse objective de tous les aspects de la situation économique. Bien qu'il faille une action rapide et énergique pour les enrayer, on peut généralement s'attendre à ce qu'ils s'inversent d'eux-mêmes assez vite. Dans le passé, la spéculation a parfois beaucoup gêné les pouvoirs publics. Heureusement, le mécanisme des paiements internationaux est maintenant conçu de manière à fournir rapidement une aide extérieure substantielle. Un pays est fondé à y recourir s'il sent la nécessité d'écarter les pressions

spéculatives. De plus, une politique variant les taux d'intérêt a aussi son rôle à jouer étant donné que les mouvements de capitaux sont extrêmement sensibles aux différences de rendement.

Graphique 3. EMPLOI ET CHOMAGE
CHIFFRES RELATIFS A JUIN



* Chiffres relatifs à avril, corrigés des variations saisonnières.

Source : Ministry of Labour.

2. Résultats obtenus dans la réalisation de l'objectif à moyen terme

26. Parmi les problèmes que pose l'accélération de la croissance, il en est dont l'importance est plus profonde que les fluctuations temporaires dont il vient d'être question, et qui ont conduit à réviser dans une certaine mesure les objectifs proposés précédemment pour 1966. Ainsi qu'il ressort du rapport dans lequel le Conseil National du Développement Économique¹ fait le point de la situation, ces problèmes se manifestent sous leur forme la plus aiguë dans la balance des paiements.

1. The Growth of the Economy, Mars 1964.

27. Dans le présent rapport, les chiffres relatifs aux objectifs d'investissement ont été quelque peu relevés. On estime maintenant que les industries manufacturières investiront moins qu'il n'avait été prévu, mais les programmes d'investissement du secteur public qui ont été communiqués font apparaître un accroissement plus important¹. D'autre part, le montant prévu pour la constitution des stocks en 1966 a aussi été relevé.

28. Une observation qui mérite de retenir davantage l'attention est celle selon laquelle l'augmentation annuelle moyenne des importations sera probablement de 4,7 % entre 1961 et 1966 au lieu des 4 % précédemment prévus. Ce relèvement est dû en grande partie au fait que les importations de produits manufacturés s'accroîtront

TABLEAU 7. UTILISATION DES RESSOURCES, DE 1961 A 1966

	1961	1966	AUGMENTATION		
			DE 1961 AU 4 ^e TRI. 1963 ²	DU 4 ^e TRI. 1962 AU 4 ^e TRI. 1963	DE 1961 A 1966 ¹
	Millions de livres aux prix de 1961		Pourcentage annuel		
<i>Ressources disponibles :</i>					
Produit intérieur brut aux prix du marché	26.835	32.650	3 ¹ / ₂	7 ¹ / ₂	4,0 (4,0)
Importations de marchandises ..	4.013	5.050	4 ¹ / ₂	8	4,7 (4,0)
Importations nettes de services ³	26	50	—	—	—
Total.....	30.874	37.750	—	—	4,1 (4,0)
<i>Utilisation des ressources :</i>					
Dépenses des consommateurs...	17.531	20.930	3	4 ¹ / ₄	3,6 (3,5)
Consommation publique	4.574	5.445	3 ¹ / ₄	4	3,5 (3,5)
Investissements fixes	4.582	5.935	3 ¹ / ₂	11 ¹ / ₄	5,3 (5,2)
Constitution de stocks	304	450	—	—	—
Exportations de marchandises ..	3.883	4.990	4	8	5,1 (5,0)
Total.....	30.874	37.750	—	—	4,1 (4,0)

1. Les estimations initiales de « Growth to 1966 » figurent entre parenthèses.
2. Données corrigées des variations saisonnières.
3. Dépenses militaires à l'étranger, paiements au titre des transports maritimes, voyages, etc., diminués des recettes provenant de l'étranger au titre des mêmes postes.

Sources : The Growth of the Economy, H.M.S.O. 1964, et estimations du Secrétariat.

1. Public expenditure in 1963-64 and 1967-68 (Dépenses publiques en 1963-64 et 1967-68), Cmnd. 2235. H.M.S.O., 1964.

beaucoup plus rapidement (9 % par an au lieu de 7 %). En effet, l'augmentation avait déjà été de 7 % par an entre 1961 et 1963 alors que le taux d'accroissement du P.N.B. était sensiblement inférieur à l'objectif de 4 % retenu par le Conseil National du Développement Économique. Du fait de cette modification et malgré le léger relèvement de l'objectif fixé pour les exportations, l'excédent probable de la balance des paiements de 1966 a été ramenée à 225 millions de livres (soit une réduction de 125 millions). Compte tenu de renseignements parvenus ultérieurement concernant les sorties de capitaux, et des principes nouveaux qui ont été adoptés quant à la nécessité d'obtenir un rapport réserves/engagements plus élevé, on considère dans le présent rapport qu'un excédent courant de ce montant (conjugué avec un poste résiduel positif de 50 millions de livres) devrait être suffisant. Cette estimation de l'excédent de la balance des paiements courants de 1966 met fortement en lumière la nécessité d'améliorer d'urgence la position concurrentielle de l'économie britannique; or rien n'indique encore que cette amélioration soit en cours.

TABLEAU 8. BALANCE DES PAIEMENTS, 1961-1966

En millions de livres sterling.

	1961	1966 ¹	
		(aux prix de 1961)	
Importations (f.o.b.)	4.013	-5.050	(4.890)
Exportations et réexportations (f.o.b.)	3.883	+4.990	(4.955)
Balance commerciale	-130	- 60	(+ 65)
Balance des invisibles	+120	+285	(+285)
Balance des paiements courants	- 10	+225	(+350)
Poste résiduel ²	- 14	+ 50	(+ 50)
Balance des paiements courants plus poste résiduel	- 24	+275	(+400)
Sorties nettes de capitaux à long terme :			
publics	- 45	-275	(-200)
privés	+ 89		(-150)
Balance générale	+ 20	0	(+ 50)

1. Les données indiquées entre parenthèses sont les objectifs initiaux, ajustés de manière à tenir compte des modifications apportées aux statistiques de balances des paiements (voir note 2 ci-après).

2. Dans les prévisions initiales concernant 1966, le montant annuel moyen des recettes courantes nettes comprises dans « le poste résiduel » était évalué à 100 millions de livres. Des améliorations apportées récemment aux statistiques de la balance des paiements ont permis d'identifier environ 50 millions de livres de crédits nets appartenant au poste des invisibles de sorte que le solde positif net du poste résiduel « normal » est maintenant évalué à 50 millions de livres et que l'objectif de la balance commerciale se trouve réduit de 50 millions de livres.

Source : The Growth of the Economy, H.M.S.O., Mars 1964.

29. La possibilité pour la production de rattraper son retard de façon à atteindre les objectifs fixés pour 1966 est maintenant très limitée. Dans le Sud-Est et dans les Midlands la marge des ressources, équipement et main-d'œuvre, inemployées a été réduite autant qu'il était possible sans risquer de provoquer l'apparition d'une demande excédendaire. Toutefois, si les différences constatées d'une région à l'autre dans le degré d'utilisation des ressources pouvaient être atténuées, on serait en mesure de répartir la charge de la production plus également dans l'ensemble du pays.

30. Il importe plus de maintenir un taux de croissance économique régulier et rapide, ce qu'implique précisément l'objectif de 4 %, que d'atteindre des objectifs quantitatifs précis qui, de toute manière, doivent être périodiquement révisés en fonction des constatations de l'expérience. D'autre part, si, pour assurer le maintien du taux de croissance, il se révélait nécessaire d'accepter que l'excédent de la balance des paiements courants soit momentanément inférieur au chiffre envisagé pour 1966, il y aurait lieu, semble-t-il, tant du point de vue national que du point de vue international, d'accorder la priorité à la croissance.

31. Il est souhaitable de définir une courbe de croissance plus conforme aux possibilités de l'économie; dans le passé, l'alternance des « coups de frein » et des « coups d'accélération » a paralysé les investissements et les innovations, retardant par conséquent l'amélioration à long terme de la productivité. D'un point de vue international, il importe, surtout pour les pays de la zone sterling qui figurent au nombre des principaux fournisseurs du Royaume-Uni, que l'économie britannique soit en expansion. Une période de croissance soutenue pourrait contribuer à renforcer l'économie nationale et permettrait ainsi d'accroître ultérieurement les exportations de capitaux.

3. *Les grandes lignes de la politique de croissance*

32. Pour atteindre l'objectif de croissance de 4 %, les autorités du Royaume-Uni se proposent d'employer les moyens suivants :

- une politique active d'orientation de la demande à court terme ;
- une politique des prix et des revenus;
- des mesures visant à donner plus de souplesse au marché du travail;
- la planification économique.

i) *Orientation de la demande à court terme*

33. Pour la mise en œuvre d'une politique active d'orientation de la demande, les autorités du Royaume-Uni disposent de plus de liberté de manœuvre que beaucoup d'autres pays Membres. Aucune restriction d'ordre constitutionnel ne limite le recours aux mesures

budgétaires comme c'est le cas lorsqu'il existe une structure fédérale. Le Parlement a délégué au Gouvernement les pouvoirs discrétionnaires que celui-ci avait demandés en matière de fiscalité indirecte. En outre, l'opinion publique est non seulement habituée à l'idée que le Gouvernement peut se servir du budget pour stabiliser l'économie, mais elle attend même de lui qu'il agisse ainsi. Aussi peut-on penser que la plupart des problèmes qui se posent quant à l'efficacité de la politique de stabilisation ont trait, soit au choix des instruments de cette politique, soit à l'usage qui en est fait.

34. Une des difficultés auxquelles se heurtent les pouvoirs publics découle de la tendance à sous-estimer la force de la réaction de l'économie aux mesures de relance de l'activité; bien souvent, on a fait se succéder trop vite des mesures de ce genre, sans attendre que l'effet des premières puisse être nettement perçu. Ceci tient en partie au fait qu'aux yeux du Gouvernement et de l'opinion publique, il n'est pas tolérable que le chômage dépasse des proportions étroitement délimitées, ce qui conduit à prendre sans délai des mesures de relance dès que le chômage commence à augmenter. En dernière analyse pourtant, comme le soulignait l'an dernier le rapport de l'O.C.D.E.¹, pour réduire l'obligation de recourir alternativement aux coups de frein et aux coups d'accélération, la meilleure solution consiste probablement à « se hâter lentement » lorsqu'on se propose d'accroître la demande.

35. Les dépenses publiques d'investissements, qui représentent plus de 40 % de la formation totale de capital fixe et dont la tendance actuelle est fortement ascendante posent un problème particulier. Contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays Membres, les autorités du Royaume-Uni jugent que le programme d'investissements du secteur public ne constitue pas un instrument très souple à utiliser dans une politique active d'orientation de la demande². On considère qu'à partir du moment où des programmes ont été entrepris, il n'est plus possible de les réduire, sauf d'un montant minime, si ce n'est au prix d'un gaspillage inadmissible des ressources ou au risque de voir un délai excessif s'écouler avant que les réductions prennent vraiment effet. Malgré ces difficultés, plusieurs tentatives ont été faites dans le passé pour freiner les investissements publics en cas de surcharge du potentiel économique.

36. Les objections ainsi formulées contre une réduction éventuelle des investissements publics pour freiner la pression exercée par la demande sur les ressources disponibles, s'appliquent également à l'utilisation des investissements publics en vue de relancer l'activité économique. On peut, semble-t-il, en tirer la conclusion générale qu'il ne faut entreprendre des projets d'investissements nouveaux qu'avec une

1. Études économiques de l'O. C. D. E. : Royaume-Uni, juillet 1963, paragraphe 11.

2. Public Investment in Great Britain (Investissements du secteur public au Royaume-Uni). H.M.S.O., Cmnd. 1203, novembre 1960.

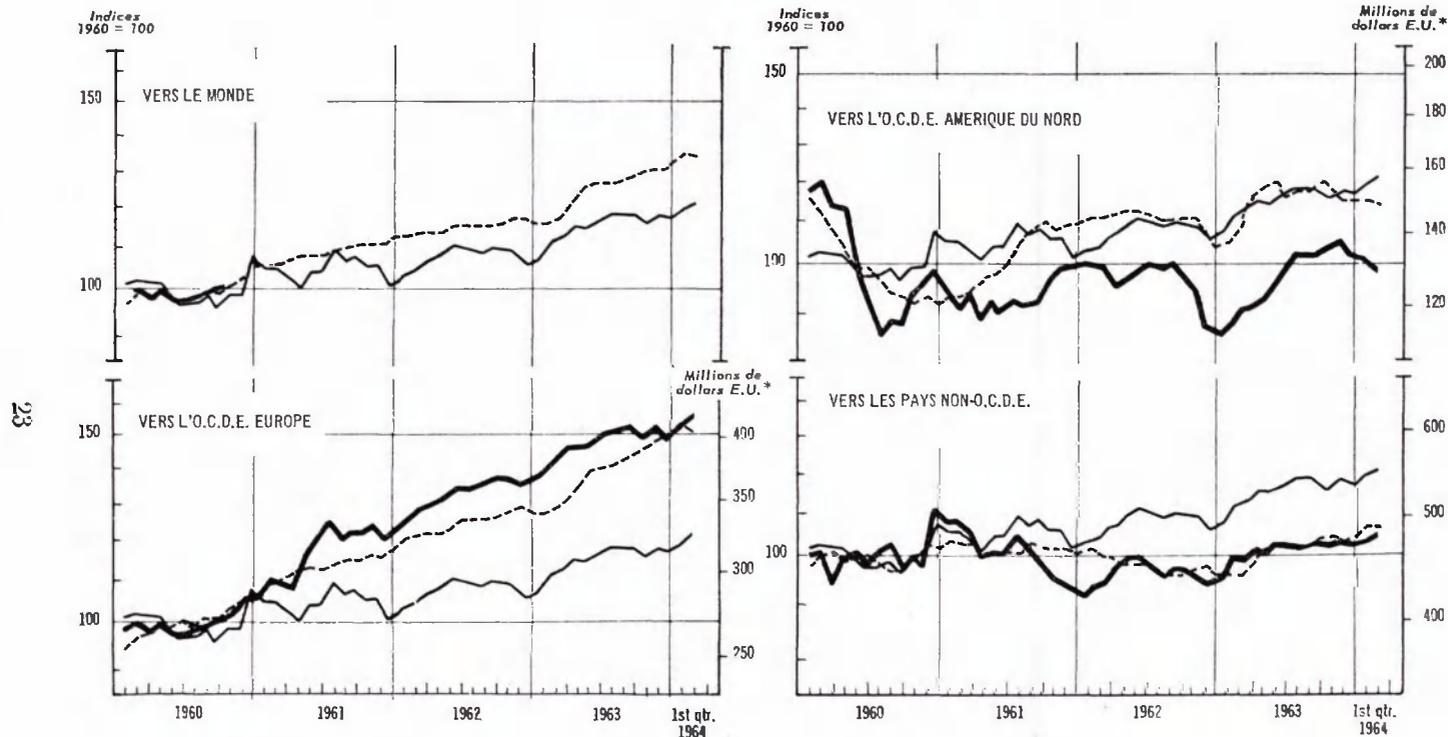
extrême prudence sous peine d'obtenir un résultat inverse de celui que l'on recherchait, et de provoquer un déséquilibre au lieu d'exercer une action stabilisatrice. Quoi qu'il en soit, comme les investissements publics intéressent en général principalement la construction et les travaux publics, il serait sage d'étudier avec soin, lorsque s'élabore la politique des investissements publics, la relation probable qui s'établira dans l'avenir entre la capacité de ce secteur et l'accroissement des demandes qu'il devra satisfaire. Comme le Conseil National du Développement Économique l'a récemment fait observer¹, le fait qu'une augmentation prononcée des investissements privés se surajoute actuellement à une tendance fortement ascendante des investissements publics, surcharge l'industrie de la construction qui ne sera vraisemblablement pas en mesure de faire face à toutes ces exigences cette année.

37. Malgré l'existence de la clause dite « de régulation » des impôts indirects et en dépit de la souplesse avec laquelle les autorités peuvent maintenant en user, quelques suggestions ont été avancées en vue d'améliorer les instruments d'orientation de la demande à court terme. Il est probablement regrettable que les impôts indirects visés par la clause de régulation ne comprennent pas une gamme plus étendue de biens et de services acquis par les consommateurs. Cet inconvénient est particulièrement sensible pour les industries productrices de biens de consommation durable, car les modifications apportées en vertu de la clause de régulation tendent à peser lourdement sur les produits de ces industries. De ce fait, le niveau de leur production subit des fluctuations sensibles alors que, s'agissant d'industries utilisant une forte proportion d'équipement et dont la productivité augmente rapidement, il serait profitable pour la croissance à long terme de l'économie tout entière que leur activité progresse régulièrement. On a aussi envisagé la possibilité de faire varier le niveau des cotisations personnelles à la Sécurité sociale de manière à agir directement sur le niveau des revenus disponibles des consommateurs sans que les prix soient relevés comme ils le sont lorsque joue la régulation des impôts indirects.

38. Il est devenu encore plus nécessaire de fonder la politique économique sur une documentation solide maintenant que l'orientation de la demande a pour objet de maintenir des conditions favorables à la réalisation de l'objectif de croissance à moyen terme. L'opération est toutefois rendue plus difficile par l'absence de toute tentative systématique pour chiffrer l'incidence des mesures décidées sur l'activité économique. Depuis que les prévisions annuelles chiffrées des « Economic Surveys » ne sont plus publiées, il n'est plus donné aucun renseignement sur les répercussions possibles des dispositions budgétaires. Le projet de budget, qui est présenté chaque année en avril, est simplement accompagné d'une récapitulation des événements

1. The Construction Industry, mars 1964.

Graphique 4. COMPARAISON DES EXPORTATIONS, PAR RÉGIONS
CORRIGÉS DES VARIATIONS SAISONNIÈRES; MOYENNE MOBILE DE TROIS MOIS



- Exportations du R.U. vers chaque région.
- Exportations totales du R.U.
- - - Exportations du reste de l'O.C.D.E. Europe vers chaque région.

* Les échelles du côté droit, qui expriment les valeurs en dollars E. U. aux taux mensuels, s'appliquent seulement aux courbes continues épaisses.

Source : O.C.D.E., Principaux indicateurs économiques.

qui se sont produits pendant les douze mois de l'exercice clos au 31 décembre précédent. En outre, la forme sous laquelle le budget est présenté ne se prête pas à l'analyse économique. Aucun autre document ne situe le budget dans le cadre de la comptabilité nationale, comme cela est pourtant fait couramment de nos jours dans presque tous les pays Membres.

ii) *Les coûts et les prix*

39. *La Politique des prix.* Les derniers mois ont vu un regain d'intérêt pour la lutte contre les effets défavorables que les pratiques restrictives exercent sur les prix. Au début de 1964, des dispositions législatives ont été adoptées en vue de supprimer la pratique des prix imposés sauf dans des cas précis où les fabricants sont en mesure d'en justifier le maintien. Il s'agit là d'une étape importante, mais il est encore trop tôt pour savoir quels seront les résultats de la nouvelle législation. Étant donné que, selon les estimations, 40 % des dépenses que les consommateurs consacrent à l'achat de biens se rapportent à des articles de prix imposés, la concurrence pourrait s'accroître très sensiblement dans ce secteur. Le Gouvernement a, d'autre part, annoncé qu'après les prochaines élections, il demanderait au Parlement de voter des textes plus rigoureux concernant les monopoles et les pratiques restrictives.

40. Au début de 1964, on s'est efforcé de faire participer la population à la lutte contre la hausse des prix, en donnant une certaine publicité à des hausses récemment intervenues. Plusieurs gros clients des industries mécaniques et électriques, et notamment le National Coal Board, qui est un organisme public, ont indiqué qu'on leur demandait des prix plus élevés que ne semblait le justifier l'augmentation des coûts. Dans le cadre de son enquête sur le règlement des salaires de décembre 1963 dans les industries mécaniques, la Commission Nationale des Revenus étudie à l'heure actuelle la situation des prix de cette branche d'activité. Ces initiatives constituent une orientation nouvelle de la politique des prix du Royaume-Uni et il serait possible, semble-t-il, de les multiplier systématiquement à l'avenir.

41. En mars 1964, le Bureau du Conseil National du Développement Économique a fait savoir que cinq industries (charbon, électricité, acier, produits chimiques et ciment) l'avaient informé qu'elles ne prévoyaient pas de hausse de prix en 1964. Il est probable que cette mesure aura un effet stabilisateur sur les coûts industriels.

42. Dans un certain nombre de pays du Continent, la réduction sélective, à titre temporaire ou permanent, des droits à l'importation a été utilement employée comme tactique de choc pour exercer une pression sur les producteurs de secteurs dans lesquels on estimait que les prix augmentaient indûment ou que la concurrence était insuffisante. Aucune réduction analogue n'a été opérée au Royaume-Uni où il faut

reconnaître que le champ ouvert à ces mesures a généralement été limité par la situation de la balance des paiements.

43. *La politique des revenus.* La mise au point d'une politique des revenus est passée par plusieurs phases depuis que, dans le cadre des mesures d'urgence annoncées en juillet 1961, le Chancelier de l'Échiquier lança un appel en faveur d'une pause des salaires, des traitements et des dividendes. Pendant la première phase, le Gouvernement a conservé l'initiative et il a assez bien réussi à écarter les demandes de relèvement de salaires et de traitements. En 1962, le principe de la pause était remplacé par l'énoncé, à titre indicatif, d'une possibilité d'augmentation de 2 à 2,5 %, et une Commission Nationale des Revenus était créée : dotée d'un statut de tribunal indépendant, elle a pour mission de donner des avis sur les augmentations effectives ou proposées des salaires et des traitements. Le Gouvernement a renvoyé plusieurs cas devant cette Commission dont les débats ont reçu une assez large publicité.

44. Une nouvelle phase a commencé en avril 1963, lors de l'acceptation par le Gouvernement d'un objectif de croissance à moyen terme de 4 % par an, proposé par le Conseil National du Développement Économique (C.N.D.E.). Un rapport qui a été publié avec l'approbation des membres de ce Conseil (y compris les représentants des syndicats) recommande l'adoption de « mesures telles que les revenus nominaux... dans l'ensemble augmentent moins rapidement que dans le passé ». Le Gouvernement a décidé, d'autre part, qu'un taux d'augmentation annuel moyen des salaires et des traitements de 3 à 3,5 % constituait le maximum compatible avec l'objectif de croissance de 4 %. Depuis lors, de nombreuses réunions tripartites sur les salaires ont eu lieu au Conseil National de Développement Économique entre représentants du Gouvernement, des employeurs et des syndicats. Toutefois, elles n'ont abouti jusqu'ici à aucun accord précis.

45. Pour qu'ils puissent finalement parvenir à un accord sur les revenus, quelle qu'en soit exactement la forme, et d'une façon générale, participer pleinement aux travaux du C.N.D.E., il faudra qu'employeurs et travailleurs modifient profondément leur attitude actuelle et les structures institutionnelles. On constate au demeurant que ces questions sont actuellement suivies avec une attention accrue. Un des traits caractéristiques des organisations d'employeurs et de travailleurs du Royaume-Uni est que la centralisation n'y est pas du tout rigoureuse. Il existe trois organismes centraux représentant les employeurs (la British Employers Confederation, la Federation of British Industries et la National Association of British Manufacturers). La F.B.I. s'intéresse aux grandes questions économiques, mais elle laisse à la B.E.C. le soin de traiter des salaires et autres conditions

1. Conditions Favourable to Faster Growth (Conditions favorables à une croissance plus rapide), avril 1963.

de travail. Bien que les employeurs qui siègent au C.N.D.E. exercent généralement aussi des fonctions dans un ou plusieurs de ces organismes, ils ne sont pas délégués par eux comme les représentants des syndicats sont désignés par le Trades Union Congress. Une proposition de fusion des trois organisations d'employeurs est actuellement à l'étude. Si elle aboutissait, les employeurs qui siègent au C.N.D.E. auraient certainement la possibilité de prendre plus fermement des engagements concernant la politique arrêtée lors de ces débats. Encore faudrait-il savoir dans quelle mesure l'organisme central pourrait agir sur ses adhérents. Un problème analogue se pose dans le cas des membres du C.N.D.E. qui représentent les syndicats. Il a été suggéré qu'en cas d'accord entre les membres de ce Conseil sur des mesures de caractère général, il pourrait devenir nécessaire d'accroître les pouvoirs du T.U.C. à l'égard des divers syndicats.

46. Au Royaume-Uni, la structure syndicale est complexe car il existe un grand nombre de syndicats dont les champs d'activité se chevauchent et qui groupent soit des travailleurs d'une même profession, soit des travailleurs d'une même branche d'industrie soit encore des travailleurs que ne rassemble aucun caractère particulier. Cette situation entraîne entre syndicats rivaux des conflits de compétence qui pourraient être évités et elle constitue un obstacle à la rationalisation de la structure des salaires et de la définition des tâches que requiert la modernisation des techniques. Plus de 180 syndicats sont affiliés au T.U.C. (mais tous ne le sont pas) et, dans certaines entreprises, plus de vingt syndicats participent aux négociations de salaires comme représentants des travailleurs. A trois reprises (en 1927, en 1944 et 1962) le Conseil Général du T.U.C. a entrepris une enquête afin de rationaliser la structure syndicale actuelle mais il n'a pas encore été possible d'aboutir à un accord sur une politique d'ensemble. Brièvement résumé, le problème revient à orienter le mouvement ouvrier vers la création de grands syndicats englobant des industries entières. Toutefois, en septembre 1963, les débats du Trades Union Congress ont montré qu'il ne faut guère s'attendre à l'adoption prochaine d'une vaste réforme de ce genre. Toutefois, l'idée de fusions qui réduiraient le nombre des syndicats rivaux paraît susciter de nouveau un certain intérêt.

47. Il y a encore très peu de temps les conventions collectives n'étaient pas conclues au Royaume-Uni pour une durée déterminée, de sorte que l'on observait une tendance à les réviser à des intervalles qui ne dépassaient guère un an. Toutefois, on constate une augmentation du nombre des syndicats et des employeurs qui acceptent de conclure des conventions de salaires à long terme, généralement pour trois ans, et l'on estime que ces conventions visent actuellement plus de 3.500.000 travailleurs. Cependant, à la différence de ce qui se passe dans d'autres pays, aucun mécanisme n'a été institué au Royaume-Uni pour trancher les questions d'interprétation des accords collectifs, et l'on peut penser que bien des conflits seraient probablement évités

si un tel dispositif existait. Bien que l'on ait assez largement recours à l'arbitrage lorsqu'il s'agit des traitements des fonctionnaires, le nombre des conflits de salaires réglés par cette procédure est minime. De plus, lorsqu'il y est fait appel, l'arbitrage ne porte que sur la question, souvent très étroitement circonscrite, au sujet de laquelle les parties ne sont pas d'accord. Aussi les arbitres n'ont-ils que dans une faible mesure la possibilité d'apporter un concours positif à l'élaboration d'une structure cohérente des salaires et traitements dans la nation. Néanmoins, le gouvernement a précisé dans un Livre Blanc publié en février 1962 qu'à son avis les arbitres devaient prendre en considération tous les facteurs, et notamment ceux qui influent sur la situation économique nationale.

48. Il est probable que, sous la pression des événements, le processus aboutissant à la transformation nécessaire de la structure des organisations d'employeurs et de travailleurs et, plus généralement, des relations industrielles, ira en s'accéléralant. Le fonctionnement du C.N.D.E. et de ses comités industriels, donnera certainement une impulsion à ce mouvement. Toutefois, le Gouvernement aura peut-être aussi un rôle à jouer à cet égard.

iii) *Mesures visant à donner plus de souplesse au marché du travail*

49. Le rapport publié l'an dernier par l'O.C.D.E. contenait une description des aspects particuliers du marché du travail au Royaume-Uni, exposant notamment les difficultés qui découlent des différences considérables relevées d'une région à l'autre entre les taux de chômage et le degré de pénurie de travailleurs qualifiés. En ces domaines, les changements sont toujours très lents à produire leurs effets, mais certaines mesures prises récemment méritent d'être signalées.

50. La liberté, donnée par le budget présenté en avril 1963 aux entreprises situées dans les régions à fort chômage, de choisir leur régime d'amortissement fiscal, s'est révélée à l'usage un puissant facteur d'expansion dans ces régions. D'autre part, les régions de développement bénéficient d'une grande partie de l'accroissement des programmes d'investissements du secteur public. Le Gouvernement s'attaque de façon systématique au problème du développement régional et un ministre ayant rang de « Cabinet minister » est maintenant chargé de coordonner ces questions. Plusieurs études régionales ont été publiées ces derniers mois sous forme de Livres Blancs. Il ne fait aucun doute que la population active pourrait être beaucoup mieux utilisée étant donné la disparité des taux de chômage suivant les régions.

51. Le Gouvernement s'efforce, en outre, activement d'accroître les disponibilités de travailleurs qualifiés et d'intensifier la mobilité de la main-d'œuvre. Les centres de formation de l'État sont en train de doubler leur capacité d'accueil de stagiaires et, depuis le vote de la Loi de 1964 sur la Formation professionnelle dans l'Indus-

trial Training Act, 1964), des offices de formation industrielle sont créés à l'intention de diverses industries. Enfin, des conversations se poursuivent entre l'État, les employeurs et les travailleurs en vue d'améliorer la mobilité de la main-d'œuvre par un relèvement des indemnités de chômage.

iv) *Mécanisme de la planification*

52. Le Conseil National du Développement Économique représente une innovation dans les méthodes administratives du Royaume-Uni. Jusqu'à présent, il existait une frontière bien nette entre le pouvoir de décision du Gouvernement et le recours à des consultations avec des représentants du secteur privé. Toutefois, il est évident que le C.N.D.E. est plus qu'un organisme consultatif : il a déjà commencé de jouer un rôle actif dans l'élaboration de la politique économique. L'évolution du mécanisme de planification accentuera encore les différences entre le Conseil et les organismes ayant un caractère consultatif.

53. En mars 1964, on a annoncé la création par le C.N.D.E. de cinq comités de développement économique dont la compétence s'étend aux secteurs suivants : produits chimiques, chocolaterie et confiserie, électronique, machines-outils, papiers et cartons. Quatre autres comités (constructions mécaniques, constructions électriques, textiles de laine et distribution) ont été créés depuis lors. Dans chaque comité, qui comprend une quinzaine de membres, figurent des représentants du Bureau du C.N.D.E. et du ministère le plus directement intéressé.

54. Chaque comité devra se tenir au courant des réalisations du secteur relevant de sa compétence en matière d'accélération de la croissance, et envisager les moyens d'obtenir de meilleurs rendements et de surmonter les obstacles à l'expansion en général. Les travaux de ces comités serviront de trait d'union entre la planification économique et les préoccupations quotidiennes des divers employeurs et syndicalistes, de sorte qu'ils pourront compléter heureusement les activités entreprises par le C.N.D.E. à l'échelon national. Les domaines pour lesquels l'action des comités pourrait être particulièrement précieuse sont les suivants : exportations, produits pouvant concurrencer les importations, constitution de stocks.

55. La structure détaillée des institutions nécessaires pour mener à bien la planification économique n'a pas encore été fixée de façon définitive. En particulier, la création des comités de développement économique dans les principales branches d'activité est à peine commencée. Toutefois, les représentants du secteur privé au sein du C.N.D.E. paraissent apprécier les occasions de mener de franches discussions qu'offre le Conseil. D'autre part, le fait que le Conseil ait eu à sa disposition son propre personnel technique a sans aucun doute contribué à ce résultat. Cet état de choses n'exclut pas une participa-

tion plus étroite des départements ministériels, notamment aux travaux des comités de développement économique et à l'élaboration des programmes de développement régional.

CONCLUSIONS

56. Les conclusions que l'on peut tirer de l'exposé qui précède sont les suivantes :

- a) L'économie a réagi si vivement aux mesures de relance de l'activité prises l'an dernier, qu'il faut maintenant modérer un peu l'allure de la croissance pour éviter le retour d'un excès de demande et de nouvelles difficultés de balance des paiements.
- b) Il est encore trop tôt pour dire si les mesures modérément restrictives contenues dans le dernier budget en matière de fiscalité suffiront pour stabiliser le taux de croissance à un niveau susceptible d'être maintenu. C'est à juste titre que le Gouvernement a écarté les mesures qui auraient pu mettre fin totalement à la phase d'expansion. Il devra toutefois être prêt, dans les mois qui viennent, à utiliser en cas de besoin les moyens dont il dispose pour freiner la demande.
- c) Il est certes peu probable que les objectifs fixés pour la période 1961-1966 puissent être pleinement atteints, étant donné l'accroissement du P.N.B. et des importations que cela supposerait, mais, une politique rationnelle d'orientation de la demande devrait permettre de réaliser un taux de croissance sensiblement supérieur à celui des dix dernières années.
- d) Néanmoins, la situation sera commandée en grande partie par la position concurrentielle du Royaume-Uni, car si celle-ci peut être améliorée, la tension qui s'exercera s'en trouvera quelque peu allégée sur la balance des paiements. A cette fin, il faudra entreprendre une action énergique de nature à stimuler la concurrence et à freiner la hausse des revenus nominaux.
- e) Pour être menée avec succès la politique d'orientation de la demande doit disposer d'instruments de stabilisation plus variés et plus souples. Il serait utile, par ailleurs, d'améliorer les sources d'information sur la situation et les perspectives économiques.
- f) Des mesures devront être prises pour donner plus de souplesse à l'économie. A cet égard, les sujets pour lesquels une intervention s'impose d'urgence sont la fixation des prix industriels, les négociations collectives de salaires, la mobilité de la main-d'œuvre et l'apprentissage.

PAGE BLANCHE

ANNEXE STATISTIQUE

PAGE BLANCHE

TABLEAU I. PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

Millions de livres aux prix de 1958.

	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COUT DES FACTEURS ¹	DÉPENSE FINALE AUX PRIX DU MARCHÉ							AJUSTEMENT AU COUT DES FACTEURS
		DÉPENSE TOTALE	CONSOMMATION DU SECTEUR PRIVÉ	CONSOMMATION DU SECTEUR PUBLIC	FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	VARIATIONS DES STOCKS	EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	
1958	19.957	27.191	15.212	3.696	3.486	100	4.697	4.588	2.646
1959	20.600	28.412	15.878	3.771	3.756	174	4.833	4.919	2.893
1960	21.588	30.145	16.476	3.860	4.128	592	5.089	5.505	3.052
1961	22.274	30.846	16.823	4.016	4.488	297	5.222	5.482	3.090
1962	22.397	31.052	17.101	4.126	4.438	113	5.274	5.553	3.102
1963	23.201	32.176	17.748	4.255	4.508	135	5.530	5.759	3.216
<i>Corrigé des variations saisonnières :</i>									
1961 1 ^{er} trimestre	5.521	7.715	4.191	993	1.098	120	1.313	1.417	777
2 ^e «	5.591	7.735	4.201	999	1.119	104	1.312	1.369	775
3 ^e «	5.608	7.737	4.228	1.011	1.153	36	1.309	1.354	775
4 ^e «	5.554	7.659	4.203	1.013	1.118	37	1.288	1.342	763
1962 1 ^{er} «	5.527	7.637	4.214	1.029	1.112	—3	1.285	1.345	765
2 ^e «	5.643	7.790	4.257	1.025	1.116	49	1.343	1.379	768
3 ^e «	5.597	7.812	4.287	1.031	1.117	57	1.320	1.427	788
4 ^e «	5.630	7.813	4.343	1.041	1.093	10	1.326	1.402	781
1963 1 ^{er} «	5.575	7.691	4.300	1.050	1.001	—20	1.360	1.369	747
2 ^e «	5.786	8.016	4.411	1.055	1.125	42	1.383	1.423	807
3 ^e «	5.768	8.084	4.508	1.066	1.166	—34	1.378	1.479	837
4 ^e «	6.072	8.385	4.529	1.084	1.216	147	1.409	1.488	825

1. Égale : dépense totale aux prix du marché, moins importations de biens et services, moins impôts indirects, plus subventions.

Source : Monthly Digest of Statistics, mai 1964.

TABLEAU II. FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE

Millions de livres aux prix de 1958.

	TOTAL	SECTEUR PUBLIC ¹			SECTEUR PRIVÉ			INDUS- TRIES MA- NUFAC- TURIÈRES	ÉQUIPE- MENT ET OUTIL- LAGE	MATÉ- RIEL DE TRANS- PORT	CONS- TRUCTION
		TOTAL	LOGE- MENTS	DIVERS	TOTAL	LOGE- MENTS	DIVERS				
		1958	3.486	1.474	269	1.205	2.012				
1959	3.756	1.580	270	1.310	2.176	400	1.776	870	1.382	599	1.775
1960	4.128	1.648	278	1.370	2.480	484	1.996	1.016	1.470	673	1.985
1961	4.488	1.741	281	1.460	2.747	527	2.220	1.195	1.671	623	2.194
1962	4.438	1.812	315	1.497	2.626	514	2.112	1.098	1.645	526	2.267
1963	4.508	1.929	339	1.590	2.579	512	2.067	987	1.691	560	2.257
<i>Corrigés des variations saisonnières :</i>											
1961 1 ^{er} trimestre	1.098	426	66	360	672	129	543	286	403	169	526
2 ^e «	1.119	436	68	368	683	133	550	302	421	151	547
3 ^e «	1.153	448	74	374	705	132	573	308	430	161	562
4 ^e «	1.118	431	73	358	687	133	554	299	417	142	559
1962 1 ^{er} «	1.112	450	71	379	662	131	531	291	419	139	554
2 ^e «	1.116	453	79	374	663	129	534	284	415	135	566
3 ^e «	1.117	457	86	371	660	130	530	267	406	124	587
4 ^e «	1.093	452	79	373	641	124	517	256	405	128	560
1963 1 ^{er} «	1.001	413	59	354	588	91	497	239	406	133	462
2 ^e «	1.125	475	87	388	650	133	517	252	413	141	571
3 ^e «	1.166	509	94	415	657	141	516	245	429	136	601
4 ^e «	1.216	532	99	433	684	147	537	251	434	150	623
1964 1 ^{er} «								264			

1. Y compris les entreprises publiques.

Source : Central Statistical Office, Monthly Digest of Statistics, mai 1964.

TABLEAU III. PRODUCTION, EMPLOI ET AUTRES INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

	1960	1961	1962	1963	1963				1964	
					1 ^{er} TR.	2 ^e TR.	3 ^e TR.	4 ^e TR.	1 ^{er} TR.	DERNIER MOIS
<i>Production industrielle¹ (1958=100) :</i>										
Ensemble des industries	112,4	113,9	115,0	118,7	113	117	121	124	126	126 (IV)
Industries manufacturières	114,6	114,8	115,2	119,7	114	118	122	125	128	127 (IV)
Industries mécaniques	112	113	115	119	115	116	119	123	126	126 (IV)
Construction	111	120	121	121	102	124	127	131	131	
Industries extractives	94	93	95	95	92	95	95	96	97	97 (IV)
<i>Main-d'œuvre² :</i>										
Emploi civil total ³ ('000)	23.628	23.925	24.098	24.106	23.829	24.106	24.226	24.234	24.061	24.133 (IV)
Emploi total dans l'industrie ¹ (1958 = 100)	102,7	104,0	103,6	102,4	101,3	102,4	102,8	102,7	103,3	103,4 (III)
Chômage ^{1,4,5} ('000)	393	377	500	612	753	607	579	506	434	417 (V)
Chômage en pourcentage d'emploi total ⁴ (%).....	1,62	1,52	2,03	2,51	3,29	2,44	2,29	2,03	1,83	1,6 (V)
Offres d'emploi non satisfaites ⁶ ('000).....	314	320	214	196	170	187	199	228	296	310 (V)
Nombre moyen d'heures de travail par semaine ⁷ (1962 = 100)	102,4	101,0	100,0	99,8	98,5	99,7	100,6	100,6	100,3	100,7 (III)
Nombre total d'heures de travail ⁷ (1962=100)	103,9	102,9	100,0	98,2	98,1	99,9	92,8	102,1	101,0	101,4 (III)
<i>Commandes :</i>										
<i>Industries mécaniques (1958 = 100) :</i>										
<i>Commandes nouvelles :</i>										
— pour le marché intérieur	123	123	117	137	135	135	137	139	150	185 (IV)
— pour le marché extérieur	122	122	128	143	121	146	146	159	136	161 (IV)
<i>Industries mécaniques et électriques, commandes en carnets (fin de période) (déc. 1958=100) :</i>										
— pour le marché intérieur	118	120	114	137	119	126	134	137	144	150 (IV)
— pour le marché extérieur	121	127	130	145	124	130	139	145	145	148 (IV)
<i>Machines-outils pour le travail de métaux, commandes en carnets (fin de période) (millions de livres).....</i>										
	105,7	116,9	88,3	67,6	78,8	74,4	70,1	67,6		69,3 (I)
<i>Construction¹ :</i>										
<i>Bâtiments à destination industrielle, superficie approuvée⁸ (millions de pieds carrés)</i>										
	88,9	48,5	31,8	33,3	7,2	8,7	7,9	9,8		
<i>Logements (mis en chantier) ('000)</i>										
	317	320	333	377	59	98	107	110	116	
<i>Variations des stocks^{1,8} (millions de £ aux prix de 1958) :</i>										
Industries manufacturières	520	230	33	89	56	-9	-33	75	95	
Commerce	85	40	62	42	-19	19	-27	69	-1	
<i>Consommation¹ :</i>										
<i>Valeur des ventes au détail (1957 = 100)</i>										
	111	100	103	108	106	106	109	110	112	113 (IV)
<i>Volume des ventes au détail (1957 = 100)</i>										
	108	100	101	103	101	102	105	105	106	106 (IV)
<i>Voitures de tourisme, immatriculations nouvelles ('000 taux trimestriels)</i>										
	202	186	197	253	217	261	250	282	296	279 (III)

1. Corrigés des variations saisonnières.
2. Grande-Bretagne seulement.
3. Pour les chiffres annuels : juin; pour les autres : fin de période.
4. Le Royaume-Uni; chômeurs complets et chômeurs temporaires.
5. Corrigés des variations saisonnières par l'O.C.D.E.

6. Corrigés des variations saisonnières par le N.I.E.S.R. et calculés en pourcentage de la main-d'œuvre totale en mai de chaque année.
7. Ouvriers dans l'industrie manufacturière.
8. Pour les variations totales des stocks, voir tableau I.

Sources : Monthly Digest of Statistics, O.E.C.D. Statistiques générales, N.I.E.S.R. Economic Review.

TABLEAU IV. REVENUS, COÛTS, PRIX ET PRODUCTIVITÉ

	1959	1960	1961	1962	1963	1963				1964	
						1 ^{er} TR.	2 ^e TR.	3 ^e TR.	4 ^e TR.	1 ^{er} TR.	DERNIER MOIS
<i>Salaires et profits :</i>											
Taux hebdomadaire des salaires ¹ (31 janv. 1956 = 100).....	117,0	120,0	125,0	129,6	134,3	132,5	133,9	134,5	136,1	138,3	139,1 (IV)
Gains par heure dans les industries manufacturières, hommes (en pence)	70,0	76,8	81,5	84,9			86,5				
Revenu du travail ² (1958 = 100)	104,7	112,4	121,5	127,5	134,1	129,4	132,7	135,5	138,6	141	
Revenu des sociétés et des entreprises publiques ² (1958 = 100)	111,1	128,7	127,1	130,7	140,4	121,2	143,0	145,6	151,7		
<i>Coûts par unité de production² (1958 = 100) :</i>											
Revenu du travail par unité de production.....	100,3	102,3	108,7	112,5	114,7	114,9	114,3	114,6	115,0		
Revenu de la propriété par unité de production	104,2	110,5	109,4	111,1	113,9	108,1	115,7	115,4	116,2		
<i>Prix :</i>											
Prix des matières de base et de l'énergie utilisée dans l'industrie manufacturière ³ (1954 = 100)	103,4	104,5	104,4	103,0	104,5	103,6	104,2	104,2	106,1	108,0	108,1 (IV)
Prix des produits manufacturés ⁴ (1954 = 100) ..	114,2	116,0	119,1	120,6	122,0	121,4	121,8	122,1	122,6	123,9	124,2 (IV)
Coût de la construction (1954 = 100)	113	114	118	122	126	125	126	126	126	127	
Prix du détail (1956 = 100)	109,6	110,7	114,5	119,3	121,7	121,4	122,1	121,3	122,1	123,2	125,7 (V)
<i>Productivité² (1958 = 100) :</i>											
Production par employé	104	108	109	110	113	109	112	115	116		
Production par homme-heure dans les industries manufacturières	105	110	110	113	119	116	118	119	123	126	

1. Les chiffres annuels correspondent au mois d'octobre, les autres à avril ou octobre.

2. Corrigés des variations saisonnières.

3. Industries alimentaires non compris.

4. Ventes sur le marché intérieur.

Source : Monthly Digest of Statistics, O.C.D.E. Statistiques générales, et N.I.E.S.R. Economic Review.

TABLEAU V. STATISTIQUES MONÉTAIRES ET BANCAIRES

	1959	1960	1961	1962	1963	1963				1964	
						1 ^{er} TR.	2 ^e TR.	3 ^e TR.	4 ^e TR.	1 ^{er} TR.	2 ^e TR.
Taux de réescompte en fin de période (<i>pour cent</i>)	4	5	6	4 ^{1/2}	4	4	4	4	4	5	5
Taux d'intérêt des bons du Trésor (<i>pour cent</i>) ...	3,38	4,89	5,14	4,17	3,67	3,50	3,69	3,72	3,72	3,98	
Rendement moyen de 2,50 % consolidé (<i>pour cent</i>)	4,82	5,42	6,20	5,98	5,58	5,80	5,54	5,39	5,62	5,94	6,06 (mai)
Monnaie en circulation dans le public (<i>millions de £</i>)	1.969	2.062	2.151	2.161	2.220	2.155	2.202	2.258	2.268	2.256	2.312 (avril)
Émission de valeurs nouvelles (<i>millions de £</i>) ...	511,6	573,5	692,5	631,6	647,7	150,4	114,4	151,4	231,5	253,4	
Dettes correspondant aux ventes à crédit en fin de période (<i>millions de £</i>)	849	935	927	887	954	874	906	934	954	985	1003 (avril)
Ventes à crédit (crédits nouveaux accordés) (<i>millions de £</i>)	917	820	798	738	818	168	220	216	214	229	
BANQUES DE LONDRES AFFILIÉES AU CLEARING											
Comptes courants (<i>millions de £</i>)	4.064	4.207	4.157	4.186	4.486	4.276	4.444	4.535	4.795	4.687	4.744
Dépôts à terme (<i>millions de £</i>)	2.431	2.515	2.638	2.747	2.781	2.754	2.765	2.787	2.814	2.815	2.882
Comptes divers (<i>millions de £</i>)	441	513	600	678	704	661	674	706	728	732	730
Total des avoirs liquides (<i>millions de £</i>)	2.277	2.299	2.437	2.546	2.535	2.346	2.491	2.578	2.723	2.449	2.493
Total des avoirs liquides (% des dépôts totaux) .	32,8	31,8	33,0	33,5	31,8	30,5	31,6	32,1	32,7	29,7	29,9
Investissements (<i>millions de £</i>)	1.836	1.407	1.122	1.194	1.244	1.234	1.204	1.231	1.281	1.201	1.221
Investissements (% des dépôts totaux)	26,5	19,5	15,2	15,7	15,6	16,0	15,3	15,3	15,4	14,6	14,6
dont : Fonds d'État (<i>millions de £</i>)	1.718	1.277	1.009	1.082	1.128	1.121	1.089	1.113	1.163	1.079	
Avances (<i>millions de £</i>)	2.522	3.123	3.357	3.408	3.880	3.839	3.901	3.938	3.961	4.216	4.265
Avances (% des dépôts totaux)	36,4	43,2	45,4	44,8	48,7	49,9	49,5	49,0	47,5	51,2	51,0

1. Les chiffres annuels sont des moyennes mensuelles; les chiffres trimestriels sont relatifs au troisième mercredi du dernier mois du trimestre considéré.

Source : Financial statistics

TABLEAU VI. COMMERCE EXTÉRIEUR

Corrigé des variations saisonnières.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1962	1963					1964	
							4 ^e	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	1 ^{er}	AVR.	MAI
							TR.	TR.	TR.	TR.	TR.	TR.		
IMPORTATIONS (millions de livres) :														
Valeurs (moyennes mensuelles)	312	332	378	366	374	402	374	375	395	412	422	453	457	450
Indice de volume (1961 = 100)	84	90	102	100	103	107	103	102	106	109	111	118	119	119
Indice de valeur moyenne (1961 = 100) ²	103	102	102	100	99	103	100	102	103	103	105	107	106	
Importations par catégorie (moyennes mensuelles) ..														
— produits alimentaires, boissons et tabac	124	126	128	123	131	140	124	126	140	149	143	150	142	148
— matières premières, huiles et graisses	76	78	89	84	77	83	79	77	77	85	91	93	94	89
— combustibles	37	39	40	40	44	47	46	48	49	46	46	48	50	49
— produits semi-finis	50	56	76	70	70	76	72	70	75	78	83	93	97	93
— produits finis	25	31	43	46	50	54	53	52	53	54	58	68	70	69
EXPORTATIONS (millions de livres) :														
Valeur (moyennes mensuelles)	265	278	296	307	316	340	317	327	335	346	348	356	337	370
Indice de volume (1961 = 100)	90	93	98	100	102	108	102	106	107	108	110	112	106	
Indice de valeur moyenne (1961 = 100) ²	99	98	100	100	101	104	102	103	103	104	105	105	105	
Exportations des produits manufacturés (moyennes mensuelles)	220	232	248	257	263	281	264	273	276	285	290	293	279	
Exportation de produits manufacturés en pourcentage des exportations mondiales	17,7	17,2	15,9	15,7	15,1	14,9	15,1	15,6	14,7	14,8	14,7	14,3		
Exportations par zone														
— zone sterling	116	112	119	117	112	121	114	119	120	123	122	125	119	128
— Amérique du Nord	39	47	45	42	44	43	42	39	42	45	47	43	43	47
— C.E.E.	35	39	43	51	60	69	62	65	69	71	70	71	68	76
— E.F.T.A.	29	32	36	40	43	46	44	44	45	47	49	50	49	55
— Autres pays	46	48	52	57	57	61	55	58	62	61	62	63	56	63
Termes de l'échange (1961 = 100) ²	96	96	97	100	102	101	101	101	100	101	100	98	99	

1. Non ajustées.

2. Indices des exportations divisé par l'indice des importations.

Source : Report on Overseas Trade, Board of Trade Journal.

TABLEAU VII. BALANCE DES PAIEMENTS

Millions de livres.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1962		1963				1964
							3 ^e	4 ^e	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	1 ^{er}
							TR.	TR.	TR.	TR.	TR.	TR.	TR.
Imports, f.o.b.	3.360	3.617	4.106	4.013	4.059	4.318	999	1.031	1.037	1.065	1.075	1.141	1.240
Exports and re-exports, f.o.b.	3.407	3.522	3.728	3.883	3.991	4.274	942	1.031	1.053	1.084	1.014	1.123	1.122
Balance commerciale	+47	-95	-378	-130	-68	-44	-57	-	+16	+19	-61	-18	-118
— corrigés des variations saisonnières							-40	-10	+20	-5	-26	-33	-107
Invisibles	+295	+235	+120	+120	+170	+165	+20	+22	+62	+49	+33	+21	+51
— corrigés des variations saisonnières							+22	+50	+51	+35	+40	+39	+45
— dont, public	-224	-233	-287	-336	-367	-381	-87	-88	-97	-92	-98	-94	
— privé ¹	+519	+468	+407	+456	+537	+546	+107	+110	+159	+141	+131	+115	
Balance des paiements courants	+342	+140	-258	-10	+102	+121	-37	+22	+78	+68	-28	+3	-67
— corrigés des variations saisonnières							-18	+40	+71	+30	+14	+6	-62
Balance des opérations en capital à long terme	-183	-487	-187	+44	-89	-147	-17	-58	-53	+5	-28	-71	-91
— public	-50	-356	-102	-45	-105	-105	-27	-53	-10	-10	-25	-60	
— privé	-133	-131	-85	+89	+16	-42	+10	-5	-43	+15	-3	-11	
Balance des paiements courants et des opérations en capital à long terme	+159	-347	-445	+34	+13	-26	-54	-36	+25	+73	-56	-68	-158
Erreurs et omissions	+43	-58	+255	-14	+86	-129	+81	-52	-	-50	-20	-59	+89
Balance des opérations monétaires ..	-202	+405	+190	-20	-99	+155	-27	+88	-25	-23	+76	+127	+69
— mouvements monétaires divers.	+24	+50	+147	-61	+116	-50	+7	+25	+78	-116	-7	-5	+18
— réserves officielles en or et en sterling convertibles	-284	+119	-177	-31	+183	+53	+229	-5	-3	+36	-8	+28	-1
— Engagements en sterling (nets).	+58	+236	+220	+72	-398	+152	-263	+68	-100	+57	+91	+104	+52
— organisations internationales.	-22	+82	-156	+409	-353	+21	-195	+15	+2	+3	-2	+18	-2
— autres avoirs publics	-117	+98	+38	+9	-106	+106	-51	-10	+2	+6	-15	+113	+76
— avoirs privés	+197	+56	+338	-346	+61	+25	-17	+63	-104	+49	+107	-27	-22

1. Y compris quelques transactions gouvernementales, portant notamment sur les intérêts, les profits et les dividendes.

Source: Economic Trends.

O.E.C.D. SALES AGENTS

DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'O.C.D.E.

ARGENTINA - ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A.,
Alsina 500, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA - AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty. Ltd.,
62 Wellington Parade, East MELBOURNE, C.2.

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, WIEN 1.
Sub-Agent: GRAZ: Buchhandlung Jos. A. Kienreich, Sackstrasse 6.

BELGIUM - BELGIQUE

N.V. Standaard-Boekhandel,
Huidevettersstraat 57, ANVERS.
BRUXELLES: Librairie des Sciences (R. Stoops),
76-78, Coudenberg.

BRAZIL - BRÉSIL

Livraria Agir Editôra,
Rua Mexico 98-B, RIO DE JANEIRO.

CANADA

Queen's Printer - Imprimeur de la Reine,
OTTAWA.

Prepayment of all orders required.
Les commandes sont payables d'avance.

DENMARK - DANEMARK

Ejnar Munksgaard Forlag, Nørregade 6,
KØBENHAVN K.

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2,
HELSINKI.

FRANCE

Bureau des Publications de l'O.C.D.E.,
2, rue André-Pascal, PARIS (16^e).

Principaux sous-dépôtaires :

PARIS : Presses Universitaires de France,
49, bd Saint-Michel, 5^e
Librairie de Médecis, 3, rue de Médecis, 6^e
Sciences Politiques (Lib.), 30, rue Saint-Guillaume, 7^e
La Documentation Française, 16, rue Lord Byron, 8^e
BORDEAUX : Mollat.
GRENOBLE : Arthaud.
LILLE : Le Furet du Nord.
LYON II^e : L. Demortière.
MARSEILLE : Maupéit.
STRASBOURG : Berger-Levrault.

GERMANY - ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag G.m.b.H.
Postfach 9380, 53 BONN
Sub-Agents: BERLIN 62: Elwert & Meurer.
MÜNCHEN: Hueber. HAMBURG: Reuter-
Klöckner; und in den massgebenden Buchhand-
lungen Deutschlands.

GREECE - GRECE

Librairie Kauffmann, 21, rue du Stade, ATHÈNES.

ICELAND - ISLANDE

Snebjörn Jónsson & Co, h.f., Hafnarstræti 9,
P.O. Box 1131, REYKJAVIK.

INDIA - INDE

International Book House Ltd.,
9 Ash Lane, Mahalaxa Gandhi Road, BOMBAY 1.
Oxford Book and Stationery Co.:
NEW DELHI, Scindia House.
CALCUTTA, 17 Park Street.

IRELAND - IRLANDE

Eason & Son, 40-41 Lower O'Connell Street,
DUBLIN.

ISRAEL

Blumstein's Bookstores Ltd.,
35 Allenby Road, and 48 Nahlat Benjamin St.,
TEL-AVIV.

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni
Via La Marmora 45, FIRENZE.
Via Paolo Mercuri 19/B, ROMA. Corso Cavour 93,
BARI.

Sous-Dépôtaires : GENOVA: Libreria Di
Stefano. MILANO: Libreria Haepfi. NAPOLI:
Libreria L. Cappelli. PADOVA: Libreria Zannoni.
PALERMO: Libreria C. Cicala Linguaggiato. ROMA:
Libreria Rizzoli, Libreria Tombolini. TORINO:
Libreria Lattes.

JAPAN - JAPON

Maruzen Company Ltd.,
6 Tari-Nichome Nihonbashi, TOKYO.

MOROCCO - MAROC

Éditions La Porte, Aux Belles Images,
281, avenue Mohammed V, RABAT.

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Wholesale Agent: Meulenhoff & Co., N.V. Impor-
teurs, Beulingstraat, 2, AMSTERDAM C.
Principal Retailer: W.P. Van Stockum & Zoon,
Buitenhof 36, DEN HAAG.

NEW ZEALAND - NOUVELLE ZÉLANDE

Government Printing Office,
20 Molesworth Street (Private Bag), WELLINGTON
and Government Bookshops at
Auckland (P.O.B. 5344)
Christchurch (P.O.B. 1721)
Dunedin (P.O.B. 1104)

NIGERIA

University Bookshop Nigeria Ltd.,
University College, IBADAN.

NORWAY - NORVÈGE

A/S Bokhjornet, Lille Grensen 7, OSLO.

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65, The Mall, LAHORE 3.

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD

Van Schaik's Book Store Ltd.,
Church Street, PRETORIA.

SPAIN - ESPAGNE

Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID.
Libreria Bastinos de José Bosch, Pelayo 52,
BARCELONA 1.

SWEDEN - SUEDE

Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 40, rue du Marché, GENÈVE,
et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY,
MONTREUX, BERNE, BALE et ZURICH.

TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette, 469 İstiklal Caddesi, Beyoğlu,
İSTANBUL et 12 Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA.

UNITED KINGDOM and CROWN COLONIES - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDON,
S.E.1.
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM,
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

McGraw-Hill Book Company, O.E.C.D.-Unit,
TMS Annex, 351 West 41st Street,
NEW YORK 36, N.Y.

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Marsala Tita, 23, P.O.B. 36,
BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'O.C.D.E. n'a pas encore désigné de dépositaire
peuvent être adressées à :

O.C.D.E., Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e).

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to
O.E.C.D., Publications Office, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e).

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

L'O.C.D.E. publie chaque année une série d'études économiques par pays.

La nouvelle série 1963-1964 comprendra des études sur les pays suivants.

ALLEMAGNE *
AUTRICHE
CANADA *
DANEMARK *
ESPAGNE
ÉTATS-UNIS *
FRANCE
GRÈCE
IRLANDE *
ISLANDE *
ITALIE *
JAPON
NORVÈGE *
PAYS-BAS *
PORTUGAL
RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE *
ROYAUME-UNI *
SUÈDE *
SUISSE *
TURQUIE
U. E. B. L.

* déjà paru

Prix par fascicule : F 3 FS 3 DM 2,50 5 s. US \$ 0,80

Abonnement à la série complète : F 42 FS 42 DM 35 £ 3 3 s. US \$ 10